

Le vivre-ensemble à l'épreuve de la pandémie

Le Temps · 23 févr. 2021 ·

«Des gens sont même venus me trouver chez moi, m'accusant de cacher du gel hydroalcoolique dans mon garage et exigeant que je leur en donne» DIDIER PITTET, INFECTIOLOGUE AUX HUG

Le climat anxiogène lié à la pandémie crispe le dialogue autour des mesures sanitaires. Peut-on critiquer la gestion de la crise du covid sans être taxé de «dangereux complotiste»? De l'autre côté du spectre, peut-on défendre une stratégie de santé publique sans se faire insulter ou traiter de mouton idiot et docile? Alors que la pandémie exacerbe les discours et ouvre la voie aux extrêmes de tout bord, il devient difficile d'exprimer un avis nuancé. Comme si, entre santé et économie, entre jeunes et âgés, il était nécessaire de choisir son camp sans ambiguïté. Face au sentiment de «confusion cognitive» et à l'émotion liée à la pandémie, une radicalisation des points de vue s'opère, notent des observateurs. Et ce, pour une raison simple: l'être humain a besoin d'explications univoques et peine parfois à accepter la complexité. En résultent une rupture du dialogue et parfois même des menaces

Peut-on critiquer la gestion de la crise du Covid-19 sans être qualifié de «dangereux complotiste»? De l'autre côté du spectre, peut-on défendre une stratégie de santé publique sans recevoir de menaces en tous genres? Pour résumer, peut-on (encore) se parler et vivre ensemble quand nos avis divergent sur un sujet qui cristallise toutes les émotions: la vie, la mort et notre responsabilité collective en la matière? Alors que la pandémie exacerbe les discours et ouvre la voie aux extrêmes de tout bord, il devient parfois difficile d'exprimer un avis nuancé. Comme si, entre santé et économie, entre jeunes et âgés, il était nécessaire de choisir son camp sans ambiguïté.

Ces derniers jours, plusieurs cas d'école ont illustré ce manichéisme. La presse dominicale s'est notamment fait l'écho d'enquêtes sur cinq cas de menaces ou d'insultes à l'encontre de conseillers fédéraux dans le cadre de la gestion de la pandémie. Plusieurs membres d'exécutifs cantonaux ont également été insultés ou menacés sur internet. Des atteintes qui se sont multipliées depuis l'apparition de vaccins anti-covid.

Médecins insultés

Fait relativement nouveau: médecins et soignants ont eux aussi été pris à partie ces derniers mois. Médecin aux Hôpitaux universitaires de Genève, Didier Pittet en sait quelque chose. «Comme tous ceux qui ont pris la parole sur le sujet sur les réseaux sociaux, j'ai reçu des insultes en masse. Pour se plaindre du fait qu'on en faisait trop, comme pour m'attaquer sur le fait qu'on n'en faisait pas assez. Des gens sont même venus me trouver chez moi, m'accusant de cacher du gel hydroalcoolique dans mon garage et exigeant que je leur en donne...»

L'infectiologue genevois, très exposé médiatiquement, note que la frange la plus dure de ses détracteurs est constituée de personnes qui, sous le couvert de l'anonymat, vont tenter de jeter le discrédit sur la communauté scientifique, notamment sur les points les plus sensibles émotionnellement. Par exemple: le rôle des enfants dans la pandémie ou la fermeture des écoles. «Ces individus insultants sont moins nombreux que lors de la première vague, mais leurs attaques plus virulentes. La majorité des indécis s'est globalement ralliée à un discours rationnel lié aux mesures et au vaccin au fil des vagues pandémiques, mais les campagnes de haine persistent: les irréductibles mettent aujourd'hui les bouchées doubles.»

La violence des mots n'est cependant pas l'apanage d'un seul camp, estime Lilia, septuagénaire à risque, qui constate qu'il est devenu difficile «d'émettre ne serait-ce que des doutes» relatifs à la gestion de la pandémie auprès de certains groupes. «Il y a des amis de longue date avec qui j'en parle, et lorsque je dis que je me pose des questions sur les vaccins, que j'attends des précisions avant de trancher, on me traite littéralement de «complotiste», on me parle comme à une débile. Ou alors, on m'accuse d'être dans une posture politique antigouvernementale, ce qui n'est même pas le cas. Mon image semble dégradée auprès de mes proches dès lors que j'exige des explications. Or, je ne fais que poser des questions...»

Dans la société civile, certains relèvent une forme d'autocensure face à la caricature possible qui attend les contradicteurs d'une parole scientifique omniprésente. «Je ne nie pas le problème mais j'estime que les solutions apportées ne sont pas adéquates, particulièrement pour les jeunes.» C'est ainsi qu'Isaline, biologiste vaudoise et mère de trois adolescents, résume son état d'esprit. A ses yeux, les autorités donnent

aujourd'hui trop de poids aux épidémiologistes dans l'élaboration des mesures sanitaires. «Pourtant, un psychiatre a autant à apporter qu'un épidémiologiste», estime-t-elle, très inquiète de la souffrance des jeunes.

Face à des inconnus, elle hésite toutefois à se montrer critique de peur qu'on l'accuse de «sacrifier les personnes âgées» ou de «ne penser qu'à elle».

Des insinuations qu'elle réfute: «Mes parents sont à risque, je me fais du souci pour eux, affirme-t-elle. J'ai beaucoup de respect pour toute cette génération. Toutefois, je n'y vois pas une raison suffisante pour mettre toute la société sous cloche. En tant que biologiste, j'accepte que la dynamique de la population fluctue, je ne vois pas la mort comme une fatalité, elle fait partie de la vie.»

«Un conflit de valeurs»

Sociologue des médias à l'Université de Genève, Sami Coll rejoint le constat d'un durcissement des positions en lien avec la crise du Covid-19. Une «radicalisation» qui répond selon lui à un «sentiment de confusion cognitive» face à un phénomène qui nous échappe. «La science est un champ de débat qui se remet sans arrêt en question, rappelle-t-il. Dans cette pandémie, les scientifiques n'ont pas encore tous les éléments en main, les connaissances évoluent très vite. Or, en situation de crise, l'être humain a besoin d'explications univoques et peine parfois à accepter la complexité.»

Dans ce contexte, les contre-vérités ont pris de l'ampleur, allant jusqu'à provoquer une «crise de légitimité des milieux scientifiques et médiatiques» dits mainstream. «Se poser des questions, faire preuve d'esprit critique est toujours sain, rappelle Sami Coll. Le problème c'est que dans le flux continu d'informations sur le covid, le débat se structure souvent de façon binaire: pour ou contre les mesures, complotiste ou non. C'est forcément réducteur.»

On l'a vu à l'occasion de manifestations ou de pétitions pour une réouverture rapide, la frustration est palpable dans la population. «Il arrive qu'elle mène au déni, à la remise en question certains principes éthiques», analyse Sami Coll, évoquant un véritable conflit de valeurs. «Certaines valeurs essentielles de notre société, qu'on pensait acquises, vacillent, observe-t-il. Sur les réseaux sociaux, on voit parfois l'expression d'un ras-le-bol, d'une rancœur envers les personnes âgées ou vulnérables, soi-disant responsables des restrictions de libertés, alors qu'on part du principe que toute vie a une valeur.»

Pour Sami Coll, la pandémie étant avant tout une expérience collective, deux visions de la santé publique s'affrontent encore: celle de la santé comme bien commun, ou au contraire relevant de la seule responsabilité individuelle. Et Didier Pittet de souligner: «Dans un tel climat d'incertitude, des angoisses existentielles liées à la pandémie ne pouvaient qu'émerger des caricatures. Evitons toutefois de dramatiser: en définitive, je reçois globalement plus de compliments que de menaces.»

